

Les anti-droits

Voilà maintenant plusieurs années que les mouvements « anti-choix » ou « pro-vie » comme ils aiment se désigner, s'activent en coulisses pour tenter de remettre en cause certains droits acquis de haute lutte et bloquer tout futur progrès sociétal. Tous les niveaux de pouvoir sont visés, du local à l'international, et l'Europe ne fait pas exception en la matière. Face à l'essor de leurs activités, les recherches se sont intensifiées pour mettre au jour la nature et le travail de ces mouvements. Grâce à une coopération accrue entre acteurs associatifs, journalistiques et académiques, nous pouvons aujourd'hui brosser un tableau fourni et documenté de ces *anti* qui fantasment le rétablissement d'un « ordre naturel ».

ANTI-QUOI ?

Popularisés par la mobilisation bleue et rose de la Manif pour tous, ces mouvements sont souvent résumés (à tort) comme « anti-avortement » ou « anti-mariage gay ». Leur programme s'étend néanmoins au-delà. S'ils cherchent effectivement à remettre en cause ces deux acquis emblématiques, c'est tout un projet sociétal et politique alternatif qu'ils proposent : interdiction de la contraception moderne et promotion de l'abstinence, opposition à l'éducation à la vie sexuelle et affective à l'école et à la procréation médicalement assistée, défense de la « famille traditionnelle », interdiction du divorce, retour à une pratique religieuse (chrétienne) assumée et prosélyte, mais aussi opposition farouche à l'immigration et à l'Islam. Plus généralement, ils ne cachent pas leur volonté de re-christianiser l'Europe face à ce qu'ils perçoivent comme un déclin civilisationnel qui serait à imputer pêle-mêle à la « menace islamique » et au « féminisme agressif ».

En Europe, certains de ces mouvements sont médiatiquement bien visibles comme la Marche pour la Vie en Belgique, la Manif pour Tous ou la Fondation Jérôme Lejeune en France, Ordo Iuris en Pologne ou Hazte Oir en Espagne. D'autres sont moins connus du grand public mais disposent pourtant d'une force de frappe considérable : Citizen Go, la plateforme de pétition en ligne mondiale ultra conservatrice active dans de nombreuses initiatives législatives nationales et européennes ; le Centre Européen pour le Droit et la Justice qui travaille en coulisses auprès de la Cour Européenne des Droits de l'Homme ; ou encore la Fédération Un de Nous, initiatrice de la pétition citoyenne européenne du même nom qui visait à interdire le financement par l'Europe de la recherche sur l'embryon et des activités de planning familial dans les pays en développement.

Au sein de cette nébuleuse, Agenda Europe (AE) occupe un rôle clef, comme l'a révélé Neil Datta, Secrétaire du Forum Parlementaire Européen pour les Droits Sexuels et Reproductifs en 2018 (EPF)¹. Il s'agit d'un réseau hétéroclite d'organisations de la société civile qui regroupe aujourd'hui plusieurs centaines de personnes anti-choix particulièrement influentes. On y retrouve des acteurs et institutions catholiques proches du Vatican, plusieurs personnalités politiques européennes et internationales de premier plan (notamment polonaises, irlandaises, croates, ainsi que des conseillers actifs au sein de partis conservateurs européens), un certain nombre d'« experts » en droit, politique et communication, des activistes qui appliquent et adaptent au niveau national les stratégies décidées par le réseau. Et enfin des mécènes et autres donateurs parmi lesquels figurent des aristocrates autrichiens, quelques milliardaires anti-avortement et climato-sceptiques, des politiciens corrompus et des oligarques russes.

¹ « Restaurer l'ordre naturel. La vision des extrémistes religieux pour mobiliser les sociétés européennes contre les droits humains en matière de sexualité et de reproduction », Forum Parlementaire Européen pour les Droits Sexuels et reproductifs, avril 2018.

Agenda Europe est né en 2013, tout d'abord sous la forme d'un blog assurant une veille législative constante et attaquant au vitriol les défenseur·e·s des droits humains. Ses activités se sont ensuite élargies avec des réunions annuelles, jusqu'à la publication d'un manifeste : « Restaurer l'Ordre Naturel : un Agenda pour l'Europe » qui présente les orientations thématiques, stratégiques et tactiques du mouvement anti-choix européen.

PROGRAMME EXTRÉMISTE ET STRATÉGIES PROFANES

Protestant contre les avancées de ce qu'ils nomment la « Révolution culturelle », les membres d'Agenda Europe proposent des législations jusqu'au-boutistes. Si les revendications ne sont pas nouvelles, les stratégies se sont pourtant affinées.

Depuis plusieurs années, les discours politiques des membres d'AE empruntent au langage séculier et non plus religieux. En bref, il s'agit de réinterpréter certains droits fondamentaux stratégiques en leur donnant une coloration réactionnaire et d'imposer cette réinterprétation à tous les niveaux de pouvoir, par le maximum d'institutions possibles. Selon Agenda Europe, le droit à la vie s'applique au fœtus et non pas à la mère, la liberté de choix devient la liberté des pères à « empêcher l'avortement de leur futur enfant », la liberté de conscience devient un outil pour s'opposer aux législations qu'ils rejettent (en matière de contraception, d'avortement et d'euthanasie), la discrimination ne vise plus les personnes LGBTI mais bien les chrétien·ne·s désormais « minorisé·e·s » et « obligé·e·s » de vivre dans une société dont ils ne cautionnent pas les lois éthiques.

Cette « colonisation des droits humains » décrite par EPF s'accompagne d'autres stratégies comme l'organisation de campagnes de diffamation contre les organisations des droits des femmes et des droits LGBTI afin d'encourager leur dé-financement par les organismes publics et privés. Les acteurs du réseau entendent également s'imposer comme interlocuteurs respectables et crédibles au sein des organisations européennes et internationales en assurant une présence régulière et en infiltrant les postes clefs.

QUEL SUCCÈS ?

Au niveau national, c'est dans la lutte contre le « mariage gay » que ces mouvements ont rencontré le plus de succès jusqu'à présent. Notamment en Croatie et Slovénie, où les membres nationaux d'AE ont organisé des pétitions pour faire interdire le mariage entre partenaires du même sexe, avec succès. Le même procédé était en cours en Roumanie où la « Coalition pour la famille » a réuni quelque trois millions de signatures pour demander un référendum afin de constitutionnaliser le mariage hétérosexuel et d'interdire le « mariage gay ». Si le référendum a finalement échoué par faute de participation, tout comme en Slovaquie, les *anti* ont réussi à occuper le terrain médiatique et politique, et à diviser profondément les sociétés.

Concernant le droit à l'avortement, les initiatives lancées par ces groupes n'ont également que partiellement abouti. Les propositions de la pétition citoyenne « Un de Nous » ont finalement été rejetées par les institutions européennes en 2014. En Espagne et en Pologne, les initiatives de « Hazte Oír » et de « Ordo Iuris » (membres d'AE) de restreindre drastiquement voire d'interdire complètement l'avortement ont été rejetées suite à d'importantes mobilisations citoyennes. Dans ces deux pays, les acteurs anti-choix ont néanmoins enregistré des victoires intermédiaires : les mineures espagnoles doivent à présent obtenir un consentement parental pour pouvoir avorter, alors que la Pologne examine un nouveau projet de loi interdisant l'avortement en cas de malformation fœtale (ce qui constitue la vaste majorité des avortements aujourd'hui permis dans ce pays).

Enfin, en termes de respectabilité, de communication et de financement, force est de constater que les organisations anti-choix ont nettement

progressé, renforçant leur présence et leur crédibilité au sein des institutions supranationales (UE, Conseil de l'Europe, ONU).

CHRÉTIEN·NE·S SOUS INFLUENCE

Si les succès législatifs en Europe peuvent paraître mitigés, l'heure n'est pas à la célébration, et pour cause : comme l'a récemment révélé l'organisation américaine Open Democracy², les liens entre les extrêmes droites chrétiennes européenne et américaine se sont considérablement renforcés ces dernières années, ce qui n'augure rien de bon pour l'avenir. Depuis 2008, c'est ainsi plus de 50 millions de dollars qui ont été investis par l'extrême droite américaine en Europe, via une douzaine d'organisations dont Alliance Defending Freedom (ADF) et l'American Center for Law and Justice. Derrière ces flux financiers, on retrouve notamment les puissants frères Koch, troisième fortune américaine, mais aussi Betsy DeVos, Secrétaire de l'Éducation de Trump, et Erik Prince, fondateur de l'entreprise de mercenaires Blackwater. La Russie est également très active dans cette entreprise de reconquête culturelle de l'Europe, notamment par l'intermédiaire d'Alexey Komov, le représentant de la branche russe du Congrès Mondial des Familles, de Dmitri Smirnov, un des dirigeants de l'Église orthodoxe russe, et de l'oligarque Konstantin Malofeev, proche de Poutine.

Ces mouvements financiers s'accompagnent d'un soutien politique croissant aux chantres européens de la « démocratie chrétienne illibérale » comme Viktor Orban en Hongrie et Matteo Salvini en Italie. Dans la perspective des élections européennes de mai dernier, The Movement, créé par l'ex-conseiller de Trump Steve Bannon, a ainsi tenté d'œuvrer au rassemblement des groupes européens d'extrême droite et d'instaurer une « révolution de droite » en Europe.

Le Congrès Mondial des Familles, organisé cette année à Vérone, en Italie, est une autre illustration patente de la mise en réseau des chrétien·ne·s fondamentalistes américain·e·s et de l'extrême droite européenne. Lancé en 1997 par l'Américain Brian Brown, président de l'Organisation internationale de la famille, ce congrès mondial réunit chaque année depuis 2012 les défenseur·e·s de la famille traditionnelle, militant·e·s anti-avortement ou contre le mariage entre homosexuel·le·s. Cette année, c'est le charismatique patron de la Ligue Matteo Salvini qui a ouvert le Congrès, par une charge virulente contre les « féministes » et en défense des familles « composées d'un papa et d'une maman ».

Pour conclure, si l'avortement reste au centre des stratégies des *anti*, le mouvement porte aujourd'hui au-delà de la question du corps des femmes. Armés de nouveaux outils et soutenus par des partenaires puissants, les extrémistes chrétiens alliés à l'extrême droite s'attaquent désormais ouvertement aux fondements de la démocratie. Le recul des droits humains a de beaux jours devant lui.

Libre dans sa tête

Julie Pernet, Espace de libertés, mai 2019 (n° 479)



La liberté de pensée, de conscience et de religion touche au cœur de l'identité et de la dignité de chaque être humain. Mal protégée en pratique, elle fait également l'objet d'une instrumentalisation par de multiples acteurs chrétiens de tendance conservatrice.

► www.laicite.be/magazine-article/libre-dans-sa-tete

2 « The American dark money behind Europe's far right », Open Democracy, article mis à jour le 11 juillet 2019.